

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 03/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**TERREAL**

13-17 RUE PAGES

—

92150 Suresnes

Références : UBDEO-ECD-2025-339  
Code AIOT : 0100000765

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement TERREAL implanté Chemin de l'Osier -- 27630 Vexin-sur-Epte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERREAL
- Chemin de l'Osier -- 27630 Vexin-sur-Epte
- Code AIOT : 0100000765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'argile de la société TERREAL situé à Cahaignes (Vexin-sur-Epte) est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 2024.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Voies de circulation et poussières	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 1.5.2	Sans objet
6	Effluents	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.1	Sans objet
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.4	Sans objet
8	Eaux de l'aire étanche	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.5	Sans objet
9	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.6 et 4.3.7	Sans objet
10	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.4	Sans objet
11	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	émissions sonores	article 6.2.1.2	
12	Mesure relative aux niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 6.2.4	Sans objet
13	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.1	Sans objet
14	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.2	Sans objet
15	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.3	Sans objet
16	Plantation de haies	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite du 10 octobre 2025 sur site était de faire, par sondage, le récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mars 2024.

Globalement, tous les aménagements et suivis environnementaux demandés par la réglementation en vigueur sont en place.

Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni tous les justificatifs demandés par l'inspection des installations classées : surface de l'espace boisé (chênes truffiers), caractéristiques complètes des piézomètres, justification des points de mesures des émissions de poussières. Deux points sont à améliorer : station météo pour la surveillance des poussières, et panneaux indiquant la vitesse maximale de 15 Km/h sur site pour les tombereaux.

L'exploitant a indiqué effectuer sa première campagne d'extraction au dernier trimestre 2025. Suite à cette campagne, l'inspection lui a également demandé de faire le points sur les nouveaux aménagements tels que les merlons, fossé, bassins de rétention et point de rejet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  La carrière autorisée est située sur la commune de Vexin-sur-Epte, aux lieux-dit « Le fer à chambres », « Le vide bouteille » et « Le pré magnard » (ancienne commune de Cahaignes), sur les parcelles suivantes : [non visible] La superficie totale des terrains concernés représente 12 ha 67 a 65 ca, dont 10 ha 93 a 00 ca sont exploitables. Une surface de 3 ha 91a 67 ca est également concernée pour la mise en place de la trame verte, dont les parcelles sont les suivantes : [non visible]

Un plan parcellaire est annexé au présent arrêté en annexe n° 1.

**Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant a fourni le plan d'épure d'implantation effectué par le cabinet Geosat Normandie (géomètre expert), en date du 19 septembre 2025.  
Celui-ci indique la surface totale d'extraction de 10 ha 93 a 00 ca.  
L'exploitant n'avait pas le plan disponible pour la surface de mise en place de la trame verte, mais a expliqué qu'il fera passer un drone et fournira un nouveau plan d'exploitation après la campagne d'extraction qui aura lieu en octobre-novembre (durée : un mois).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées, après la première campagne d'extraction, le plan à jour de l'exploitation, et de la trame verte, incluant les surfaces : totale, exploitable, et de la trame verte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 1.5.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Constitution et montant

**Prescription contrôlée :**

L'autorisation étant sollicitée pour une durée de 20 ans, 4 périodes de 5 ans doivent être considérées :

Le tableau ci-dessous indique le montant des garanties financières pour chacune des 4 périodes :

	Période 1 (période 0 - 5 ans)	Période 2 (période 5 - 10 ans)	Période 3 (période 10 - 15 ans)	Période 4 (période 15 ans jusqu'à la fin de la remise en état)
Montant des garanties financières (en euros TTC)	188 524 €	243 812 €	240 302 €	229 988 €

L'indice TP01 de référence retenu pour le calcul est celui de décembre 2023, soit 846,9(ou 129,6) et  $\alpha = 1,379$ .  
Le taux de TVA pris en compte est celui applicable depuis janvier 2016 soit 20 %.

**Constats :**

Par courriel en date du 3 juillet 2024, l'exploitant a fourni l'attestation de constitution des garanties financières, commençant le 1er juillet 2024, pour un montant de 188 524 euros.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Voies de circulation et poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions pour limiter les poussières

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- la vitesse de circulation des camions et engins est limitée à 30 km/h sur la voie d'accès et à 15 km/h pour les tombereaux à l'intérieur du site,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions doivent être prévues en cas de besoin, dont le bâchage des bennes des camions avant leur sortie du site,
- la piste privée créée pour desservir la carrière et sur laquelle circuleront les camions de transport sera en enrobé, régulièrement entretenue,
- par temps sec, les pistes de circulation des engins sont arrosées à l'aide d'un tracteur-citerne (ou par tout autre moyen équivalent) dès que cela est nécessaire afin de limiter l'envol des poussières,
- un dispositif de lavage de roues sera mis en place avant la sortie de la carrière,
- en cas de dépôt accidentel de matière argileuse sur le réseau routier public malgré les dispositifs mis en place, l'exploitant ou son sous-traitant procède à son nettoyage immédiatement.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

**Constats :**

Le jour de la visite, il a été constaté la présence de la voie d'accès en enrobé, entretenue, le dispositif de lavage de roue, ainsi que les panneaux de limitations de la route d'accès à 30km/h. Il n'y avait pas de panneaux pour la limite de 15 Km/h au sein de la carrière, pour les tombereaux. Toutefois, l'extraction n'ayant pas encore commencé, aucun tombereau n'était présent sur le site.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la signalétique pour la vitesse de circulation des tombereaux à 15 Km/h sur le site, avant leur arrivée, et de fournir un justificatif à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières dans l'environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de rédiger un plan de surveillance des émissions de poussières conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>La fréquence des campagnes de surveillance est réinitialisée au démarrage de chaque nouvelle phase d'exploitation (3 phases quinquennales d'extraction et une phase quinquennale de réaménagement).</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est adressé à sa demande. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 15 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que les mesures de poussières pour les retombées atmosphériques initiales ont été réalisées du 5 août au 5 septembre 2025. Le rapport/plan de surveillance du 8 octobre 2025, effectué par la société QualiConsult indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 points de mesures, correspondant aux mesures en "point zéro", permettent d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site ;</li> <li>• la station météo retenue est celle de Météo France à Evreux située à 45 Km du site.</li> </ul> <p>L'inspection note le positionnement de ces quatre points, dont un est en dehors du site (en zone dite "sensible" près des habitations), et les trois autres points en limite de site.</p>

L'exploitant indique que les mesures de la carrière en fonctionnement sont prévues de la semaine 42 à la semaine 46, pendant la première phase d'extraction, pour une durée d'un mois.

Il est demandé à l'exploitant, pour la prochaine campagne et le rapport d'analyse au titre de l'année 2025 :

- d'indiquer clairement quel point sert de station témoin (type a);
- d'indiquer pour les autres points s'il s'agit de type b ou de type c.

NB:

- type b: station de mesure implantée à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants;
- type c: station de mesure implantée en limite de site, sous les vents dominants (c)

Il est également rappelé que pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

Vexin-sur-Epte se situant au sein du PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère) Vallée de la Seine, il est nécessaire d'avoir une station météorologique installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques (article 19.8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Dans le cas du site de Cahaignes, deux campagnes d'extraction d'une durée d'un mois chacune, sont prévus au maximum par an. Les argiles sont ensuite acheminées par camion sur un autre site. Au vu de cette fréquence d'extraction, il paraît judicieux de prendre en compte uniquement les périodes d'extraction et/ou de mouvements de terre et/ou de remblaiement pour mesurer l'impact des poussières de la carrière. Il ne semble pas opportun de tenir compte d'une campagne de mesure effectuée en l'absence d'activité susceptible de générer de la poussière.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant:

- de clarifier, pour chaque point de mesure, le type de la station de mesure (type, a, b ou c);
- de se doter d'une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution



horaire au minimum.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Trois piézomètres sont créés sur le site de la carrière, dans la nappe de la craie (1 en amont hydraulique et 2 à l'aval).</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date de création des nouveaux piézomètres dans le mois qui suit son exploitation.</p> <p>Les ouvrages sont clairement identifiés sur le site, dont une plaque mentionnant le numéro d'enregistrement dans la Banque du Sous-Sol (BSS) du Service Géologique Régional du BRGM.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection les caractéristiques de l'ouvrage (nom ou numéro du forage, code BSS, coordonnées X et Y (Lambert 93), altitude sol (NGF), n° de la parcelle, type de nappe, coupe, profondeur, diamètre, débits instantanés et maximum, ...).</p> <p>Un plan de localisation des piézomètres est fourni à l'inspection.  Les têtes des piézomètres s'élèvent au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel.  Un capot de fermeture étanche et cadenassé est installé sur chacun des piézomètres afin d'assurer la protection de la nappe contre tout risque de pollution accidentelle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel en date du 16 septembre 2024, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les rapports des forages des 3 piézomètres en décembre 2024;</li> <li>• les rapports d'analyses des prélèvements des eaux souterraines faites dans les 3 piézomètres forés sur site le 16 avril 2025.</li> </ul> <p>Il a été constaté, sur ces documents, que le niveau piézométrique sur ces documents n'étaient pas indiqué en m NGF.</p> <p>Sur site, il a été constaté, par sondage, que les piézomètres étaient cadenassés, mais non identifiés (nom/n° du piézomètre non indiqué).</p> <p>L'exploitant n'avait pas à sa disposition de carte avec la localisation des piézomètres, ni les caractéristiques de l'ouvrage complet, notamment: nom ou numéro du forage, code BSS, coordonnées X et Y (Lambert 93), altitude sol (NGF), n° de la parcelle, type de nappe.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les indications suivantes concernant les piézomètres:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• localisation sur une carte;</li> <li>• caractéristique de l'ouvrage;</li> <li>• niveau piézométrique en m NGF.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux usées sanitaires et domestiques,</li> <li>• les eaux pluviales de l'aire de lavage et de l'aire de stationnement des engins,</li> <li>• les eaux issues de l'aire étanche,</li> <li>• les eaux pluviales de ruissellement.</li> </ul> <p>Un schéma de tous les réseaux et équipements (alimentation eau potable, disconnecteurs, compteurs, vannes, fosse toutes eaux, aire de lavage, débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, point de rejet, bassins, ...) est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées. Celui-ci est daté et mis à jour dès que nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a fourni un plan de récolement de l'ensemble de la carrière, en date du 16 septembre 2025. Ce plan indique les différents effluents. Toutefois, il est difficilement lisible/compréhensible du fait d'une multitude d'autres renseignements présents.</p> <p>Sur site, il a pu être constaté, par sondage, la présence de réseaux pour les eaux pluviales issues de l'aire de stationnement des engins, pour les eaux issues de l'aire étanche, et pour les eaux de ruissellement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir un schéma/plan schématique des réseaux et équipements. Ce plan pourra avoir un code couleur pour chaque type d'effluent, et des flèches indiquant le sens d'écoulement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales de l'aire de lavage et de l'aire de stationnement des engins
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales de l'aire de lavage et de l'aire de stationnement des engins sont dirigées vers un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures dimensionné selon les règles de l'art, avant d'être dirigées vers le bassin d'infiltration dédié.  Les eaux polluées récupérées sont enlevées via une filière adaptée.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, il a été constaté la présence du débourbeur-séparateur à hydrocarbures. L'exploitant a expliqué que le bassin d'infiltration dédié sera creusé et opérationnel dès la première phase d'extraction. En effet, il y a besoin d'excaver des terres pour créer ce bassin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de tenir au courant l'inspection des installations classées quant à la présence du bassin d'infiltration opérationnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Eaux de l'aire étanche**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux issues de l'aire étanche
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les eaux issues de la plateforme bétonnée étanche sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures : les eaux polluées devront être récupérées intégralement et disposées via des filières et procédures adaptées, en respect de la réglementation en vigueur. En particulier, les engins devront être entretenus (sauf en cas de panne immobilisante) hors site de l'exploitation, et les liquides résiduels récupérés totalement.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, il a été constaté la présence du débourbeur-séparateur à hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.3.6 et 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement

**Prescription contrôlée :**

**Article 4.3.6 Eaux pluviales de ruissellement**

Au niveau des zones d'extraction, des fossés drainants et un bassin de rétention correctement dimensionnés sont mis en place suivant l'avancement de l'exploitation et selon les besoins. Les bassins sont numérotés et un plan de localisation du (ou des) bassin(s) (avec justifications du dimensionnement, surface et volume) est fourni à l'inspection.

Un premier bassin de rétention et de décantation sera mis en place en fond de carrière. Il permettra une première décantation des eaux de ruissellement. Il sera pompé dès que nécessaire. Le rejet sera dirigé vers un second bassin de décantation de 9 500 m<sup>2</sup> placé au nord-est du site. Ces ouvrages permettront aux particules fines argileuses de décanter avant rejet gravitaire vers le ruisseau du Rhin. Le bassin comprendra un regard équipé d'une cloison siphonée et d'une vanne de fermeture.

Un fossé de ceinture capte les eaux du bassin versant extérieur venant de l'amont, entre le village et le site.

Un fossé aménagé au nord-ouest du site dirigera les écoulements amont vers les zones humides du boisement localisé au nord du site et vers les zones humides au sud (annexe n° 5).

**Article 4.3.7 Eaux de ruissellement et zones humides**

Pour les zones humides situées au nord du projet au droit du bois, un fossé est créé en limite nord-ouest du projet de manière à maintenir une alimentation en eau de ces zones par les eaux de ruissellement évitant ainsi un drainage de ces eaux vers la carrière. L'exutoire de ce fossé est positionné dans le bois (annexe n° 5).

**Constats :**

L'inspection se déroulant avant la première campagne d'extraction, le bassin de rétention et de décantation en fond de carrière n'est pas encore en place. Le second bassin de décantation au nord-est du site est en cours de mise en place, ce qui a été constaté sur site. De la même façon, l'exploitant a indiqué que les fossés seront créés lors de cette campagne, et au plus tard finalisés lors de la deuxième campagne d'extraction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Rejets d'eau dans le milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures

**Prescription contrôlée :**

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel, notamment les eaux en sortie de séparateurs d'hydrocarbures et avant rejet dans le milieu naturel (en particulier ruisseau du Rhin), respectent les prescriptions suivantes :

- température inférieure à 30° C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- MEST : 35 mg/l (norme NF T 90 105),
- DCO sur effluent non décanté : 125 mg/l (norme NF T 90 101),
- hydrocarbures totaux : 5 mg/l (norme NF T 90 114),
- modification de couleur du milieu récepteur : 100 mg Pt/l (norme NF T 90 034).

L'exploitant procède à des mesures annuelles de la qualité des eaux en sortie du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures et au niveau du rejet dans le ruisseau du Rhin.

#### Constats :

L'exploitant a indiqué que le rejet dans le ruisseau du Rhin serait opérationnel fin 2025, après la première campagne d'extraction. Il n'a donc pas pu procéder à des analyses pour le moment.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la mise en œuvre du rejet dans le ruisseau du Rhin.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Surveillance émissions sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 6.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux acoustiques

#### Prescription contrôlée :

##### Article 6.2.1.2

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur un plan ; celui-ci est joint au rapport annuel des mesures.

L'exploitation de la carrière s'effectue du lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 00. Il n'y a aucune activité les dimanches et jours fériés.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)

à 45 dB(A)	
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

#### Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)

#### Article 6.2.3. Contrôle des niveaux sonores

Toutes les mesures sont mises en œuvre pour réduire les nuisances engendrées en termes de bruit et de vibrations ainsi que pour limiter les nuisances sonores durant les périodes d'exploitation.

L'exploitant fait réaliser, tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées. La première campagne de mesure s'effectue dès la première année d'exploitation.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception. Des mesures compensatoires et un échéancier de mise en conformité devront être proposés en cas de non-respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant nous a indiqué que la première campagne de mesure des émissions sonores aura lieu courant octobre 2025, lors de la campagne d'extraction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Mesure relative aux niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 6.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Merlon acoustique

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un merlon acoustique est situé au plus proche des engins lors de la phase d'extraction. Les dimensions du merlon sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 m de hauteur et environ 190 m de longueur en phase 1 d'extraction (0 à 5 ans) ;</li> <li>- 3 m de hauteur et environ 275 m de longueur en phase 2 d'extraction (5 à 10 ans) ;</li> <li>- 3 m de hauteur et environ 300 m de longueur en phase 3 d'extraction (10 à 15ans).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, le merlon acoustique n'était pas en place. L'exploitant a expliqué qu'il le mettrait en place lors de la première campagne d'extraction.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la mise en place du merlon acoustique (ou de fournir le plan d'avancement à jour une fois la première phase d'extraction terminée).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Aménagements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information du public</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• son identité,</li> <li>• la référence de l'autorisation,</li> <li>• l'objet des travaux,</li> <li>• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté la présence d'un panneau donnant les informations requises, à l'entrée de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Aménagement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et de la zone d'extraction.</p>

<p>Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 16 septembre, l'exploitant a envoyé le plan de bornage, en date du 3 février 2025 réalisé par Geosat Normandie.</p> <p>Ce plan présente le bornage du périmètre de l'autorisation.</p> <p>Sur site, il a été constaté la présence de bornes délimitant le périmètre, en sus de la clôture.</p> <p>En ce qui concerne le périmètre de la zone d'extraction, l'exploitant a indiqué qu'il le ferait au fur et à mesure, en fonction des planifications de l'extraction. Ainsi, le bassin de décantation au sud-ouest du site est délimité par des bornes.</p> <p>La borne de nivellement pour apprécier le niveau de fond de fouille sera installée au moment de l'extraction.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la mise en place de la borne de nivellement pour apprécier le niveau de fond de fouille.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Déclaration de mise en service

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de la constitution des garanties financières conformément à ce que demande l'article 1.5.3 du présent arrêté préfectoral.</p> <p>La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel en date du 16 septembre 2025, l'exploitant a envoyé à l'inspection des installations classées une lettre datée du 15 septembre, pour la mise en service de l'exploitation. Les garanties financières ont également été constituées.</p> <p>Il a également réalisé les aménagements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, notamment:</p> <p>Article 4</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de</p>



<p>l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p><b>Article 5</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Plantation de haies**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 8.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Plantation de haies – Trame verte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les plantations suivantes sont effectuées dès la première période propice à compter de la notification du présent arrêté (cf. plan en annexe 10) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un linéaire de haies de 275 m planté avant le début de l'exploitation en limite nord-est, entre le bois de l'Osier et le bois au nord du site, en amont du merlon paysager. Cette haie est interrompue au droit de l'entrée de la carrière ;</li> <li>• un linéaire de haies à l'ouest du site, avec son merlon paysager ;</li> <li>• des plantations complémentaires dans le bois au nord qui fait l'objet de coupes afin de limiter l'impact depuis Sénancourt ;</li> <li>• un merlon paysager de 2 m sera mis en place le long du chemin de l'Osier ;</li> <li>• un ensemble boisé planté en chênes truffiers (sauf pour la partie déjà boisée le long des merlons) sur une surface d'environ 4 hectares , entre les maisons et le site d'exploitation, avec des corridors écologiques boisés reliant les boisements actuels au nord et au sud.</li> </ul> <p>Le taux de reprise des plantations est documenté.Terreal procède à des replantations dans la période propice, dès que le taux est inférieur à 80 %.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les plantations seront effectuées pendant l'hiver 2025-2026. Les merlons sont en parties en place: le merlon paysager est fait à l'ouest du site, et en partie le long du chemin de l'Osier. Il manque notamment une partie du merlon le long du chemin de l'osier et le merlon acoustique. L'ensemble boisé planté en chênes truffiers est visible sur site. Comme précédemment indiqué, l'exploitant compte finaliser la mise en place de ses merlons à la faveur de la première campagne d'extraction.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées une fois les haies et merlons finalisés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>